

50594



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITEE

E/ECA/PSD.4/26
26 décembre 1985

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quatrième session de la Conférence commune
des Planificateurs, Statisticiens et
Démographes africains

Addis Abeba, 3 - 12 mars 1986

PRODUCTION, UTILISATION LOCALE ET COMMERCE DE MATIERES
PREMIERES INDUSTRIELLES EN AFRIQUE

Table des matières

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
INTRODUCTION	1 - 2	1
1. Couverture et utilisations des données consignées dans l'étude	3 - 9	1 - 2
1.1. Couverture des données	3 - 6	1 - 2
1.2. Principales utilisations possibles des données consignées dans l'étude	7 - 9	2
2. Evolution de l'offre et de la demande de huit matières premières industrielles en Afrique (pétrole brut, gaz naturel, minerais ferrifères et cuprifères, phosphates naturels, farine de froment, sucre brut et sciages)	10 - 19	2 - 5
2.1. Production et consommation locale de matières premières industrielles	10 - 17	2 - 4
2.1. Commerce de matières premières industrielles	18 - 19	5
3. Analyse de quelques indicateurs de base	20 - 25	5 - 6
3.1. Rapports du volume des exportations à celui de la production des matières premières industrielles	20	5
3.2. Ratios entre les Importations et la Consommation locale de matières premières industrielles	21 - 22	5 - 6
3.3. Part de l'Afrique dans la Production et le Commerce mondiaux de matières premières industrielles	23 - 25	6
CONCLUSION	26 - 29	6 - 7
ANNEXE STATISTIQUE		
1. Production et Consommation de pétrole brut		
2. Production et Consommation de gaz naturel		
3. Production et Consommation de minerais ferrifères		
4. Production et Consommation de minerais cuprifères		
5. Production et Consommation de phosphates naturels		
6. Production et Consommation de farine de froment		

7. Production et Consommation de sucre brut
8. Production et Consommation de sciages (résineux et feuillus)
9. Exportations de pétrole brut
10. Importations de pétrole brut
11. Exportations de gaz naturel
12. Exportations de minerais ferrifères
13. Exportations de minerais cuprifères
14. Exportations de sciages (résineux et feuillus)
15. Importations de sciages (résineux et feuillus)
16. Rapports du volume des exportations à celui de la production de minerais ferrifères
17. Rapports du volume des exportations à celui de la production de minerais cuprifères
18. Rapports du volume des exportations à celui de la production de phosphates naturels
19. Ratios entre les importations et la consommation locale de pétrole brut
20. Ratios entre les importations et la consommation locale de sciages (résineux et feuillus)
21. Part de l'Afrique dans la production mondiale de matières premières industrielles
22. Parts de l'Afrique dans les importations mondiales de matières premières industrielles
23. Part de l'Afrique dans les exportations mondiales de matières premières industrielles.

INTRODUCTION

1. Analyse statistique succincte de l'offre et de la demande de matières industrielles dans la région au cours de la période 1978-1983, la présente étude est la troisième du genre 1/ entreprise par la CEA sur recommandation de la Conférence commune des Planificateurs, Statisticiens et Démographes africains.

2. Elle comporte trois parties. La première passe en revue la couverture et les principales utilisations possibles des données consignées dans l'étude. La seconde rend compte de l'évolution de l'offre et de la demande de huit matières premières industrielles, qui incluent notamment le pétrole brut, les minerais cuprifères, les phosphates naturels, le sucre brut et les sciages. La troisième partie est consacrée à l'examen de quelques indicateurs de base parmi lesquels figurent le rapport du volume des exportations à celui de la production de matières premières industrielles, les ratios entre les importations et la consommation locale, et la part de l'Afrique dans la production et le commerce mondiaux de matières premières industrielles.

1. Couverture et principales utilisations possibles des données consignées dans l'étude

1.1. Couverture des données

3. Les produits retenus dans le cadre de l'étude sont, en règle générale, les matières premières industrielles les plus importantes en termes de valeur ajoutée et pour lesquelles on a pu réunir ou élaborer des statistiques de production, de consommation et de commerce extérieur relativement fiables. En outre, on a veillé à ce que chacun des secteurs minier et manufacturier soient relativement bien représentés parmi les produits sélectionnés. Ceux-ci comprennent le pétrole brut, le gaz naturel, les minerais ferri-fères et cuprifères, les phosphates naturels, la farine de froment, le sucre brut et les sciages (résineux et feuillus).

4. Tous les chiffres de production, de consommation et de commerce extérieur sont en unités physiques. Pour les différents produits concernés, on a pu établir une correspondance étroite entre la C.I.T.I. (Classification Internationale Type, par industrie de toutes les branches d'activité économique) et la C.T.C.I. (Classification type pour le Commerce International), de sorte que les données et les indicateurs consignés dans le présent rapport restent dans l'ensemble assez cohérents. Toutefois, il convient de noter que si les statistiques de production sont censées avoir une couverture nationale, les données du commerce extérieur reposent en revanche sur les seules déclarations officielles et excluent par conséquent les mouvements clandestins aux frontières.

1/ La première étude avait porté sur la productivité et le développement des industries manufacturières en Afrique, et le second sur les rapports entre la production et le commerce africains des produits manufacturés.

5. Par ailleurs, faute de pouvoir disposer d'informations fiables sur la consommation locale de matières premières industrielles, on a substitué à ce concept celui de consommation totale apparente, que l'on définit généralement comme étant la somme de la production et des importations diminuée des exportations. Cette formule présente malheureusement l'inconvénient de passer sous silence les stocks, dont le niveau constitue un baromètre important de l'activité économique. De même, il n'a pas été possible de déterminer à partir des sources disponibles la part des échanges intra-africains dans le commerce régional des matières premières industrielles.

6. Enfin, le nombre des pays couverts par l'étude est limité et variable selon les séries statistiques. Cette situation découle du manque de données, mais aussi de la nature des produits et des opérations économiques considérés (par exemple, tous les pays de la région ne sont pas producteurs et exportateurs de pétrole brut).

1.2. Principales utilisations possibles des données consignées dans l'étude

7. Pour chacune des matières premières industrielles retenues, l'étude renseigne sur les possibilités et l'étendue des marchés nationaux ainsi que sur le type d'entreprises qu'ils sont susceptibles d'accueillir.

8. Elle renferme également une série d'indicateurs qui, combinés avec les données brutes, peuvent servir de base à des projections à court terme de l'évolution de la production, de la consommation et des échanges de matières premières industrielles. De plus, l'analyse des tableaux "Ressources-Emplois", dont elle permet de disposer, peut aider à une orientation judicieuse des politiques nationales en matière de production, de commerce extérieur, de prix, d'investissement et d'approvisionnement du marché intérieur.

9. Si l'on se place dans l'optique de la coopération régionale et sous-régionale, l'étude peut servir de point de départ à des investigations plus approfondies visant à recueillir l'ensemble des informations requises dans le cadre de la définition et la mise en oeuvre d'une politique d'industrialisation sur une base sous-régionale ou de promotion des échanges intra-régionaux.

2. Evolution de l'offre et de la demande de matières premières industrielles dans la région

2.1. Production et Consommation locale de matières premières industrielles

10. Entre 1978 et 1983, les pays africains membres de l'OPEP ^{2/} (Algérie, Gabon, Jamahiriya Arabe Libyenne et Nigéria) ont enregistré une baisse notable de leur production de pétrole brut (5,3 à 9,9 pourcent en moyenne et par an). Celle-ci est en effet passée de 95,6 à 52,5 millions de tonnes métriques dans la Jamahiriya Arabe

^{2/} Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

Libyenne, contre 94,8 à 61,2 millions au Nigéria, 54 à 31,2 millions en Algérie, et 10,6 à 7,9 millions au Gabon. En réalité, il s'agissait d'une réduction volontaire consécutive aux économies d'énergie réalisées dans les grands pays industriels et visant à maintenir les cours mondiaux de l'or noir dans une fourchette jugée compatible avec les intérêts de l'Organisation. Les retombées de la politique commerciale de l'OPEP ont été particulièrement sensibles entre 1979 et 1981, notamment en Algérie, dans la Jamahiriya Arabe Libyenne et au Nigéria où la production a chuté de 17 à 23 pourcent en moyenne et par an. En revanche, la Consommation annuelle de pétrole brut (relativement limitée, il est vrai) s'est fortement accrue dans la majorité des pays de la région, atteignant en 1983 20 millions de tonnes métriques en Algérie, contre 18,7 millions en Egypte et 7,5 millions au Nigéria. Dans une douzaine de pays (Congo, Ethiopie, Libéria, Madagascar, Mozambique, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Togo, Tanzanie, Zaïre et Zambie), elle a évolué entre 1000 et 867 000 tonnes métriques seulement (ses plus bas niveaux au cours de la période).

11. En ce qui concerne le sucre brut, les six principaux pays producteurs (Maurice, Egypte, Maroc, Zimbabwe, Réunion et Kenya) ont connu une progression plus ou moins sensible de leurs productions (3,5 à 8,6 pourcent l'an), à l'exception toutefois de la Réunion où l'on a enregistré une légère baisse sur l'ensemble de période sous revue (0,95 pourcent en moyenne et par an). Parmi ces six pays, seuls l'Egypte et le Maroc ont consommé davantage de sucre brut qu'ils n'en ont produit (respectivement 751,9 et 574,8 mille tonnes métriques de consommation annuelle moyenne en 1979/1981 contre une production annuelle moyenne d'environ 663 et 330 mille tonnes métriques).

12. Le Kenya a pour sa part consommé la quasi-totalité de sa production en 1979/1981 (98 pourcent) contre les 4/5 au Zimbabwe, 15 pourcent environ à la Réunion (38 et 250 mille tonnes métriques) et 5 à Maurice (28 et 543 mille tonnes métriques). L'Algérie dont la production s'est chiffrée à 4 mille tonnes métriques en moyenne au cours de la période 1978-1983, a consommé annuellement 550,3 mille tonnes métriques de sucre brut en 1979/1981, soit un peu moins que le Mozambique (574,8 mille tonnes métriques). La Tunisie et l'Angola ont également consommé en 1979/1981 beaucoup plus de sucre brut qu'ils n'en ont produit (33,4 et 6,3 mille tonnes pour le premier pays contre 116,7 et 50 mille tonnes métriques pour le second), tandis qu'au Rwanda la production locale a été à peine inférieure à la consommation totale apparente (respectivement 3 et 3,2 mille tonnes métriques).

13. La production de sciages (résineux et feuillus) a régressé à un rythme annuel moyen de 5,4 à 14,6 pourcent au Cameroun, en République centrafricaine, à Maurice, au Mozambique et au Soudan. Elle a par contre enregistré une croissance forte ou modérée dans près d'une quinzaine de pays dont le Libéria (33,3 pourcent en moyenne et par an), le Maroc (25,7), la Namibie (22,7), le Congo (11,9) et la Côte d'Ivoire (3,8). La Namibie a été le plus gros producteur de sciages tout au long de la période sous revue (2691 mille mètres cubes en 1982 contre 1803 en 1978), dépassant de loin la Côte d'Ivoire (748 et 660 mille mètres cubes en fin et en début de période), le Cameroun (383 et 465 mille mètres cubes) et le Ghana (production constante de 316 mille mètres cubes). C'est également la Namibie qui a enregistré la plus forte consommation annuelle moyenne de sciages avec 2373,5 mètres cubes, suivie de l'Egypte ^{3/} (1060 mille mètres cubes), de l'Algérie (595), du Maroc (445), de la Côte d'Ivoire

^{3/} Pays non producteur de sciages.

(380) et du Cameroun (304). Parmi les pays ayant connu une importante progression de leur consommation figurent notamment l'Algérie (36,7 pourcent en moyenne et par an), le Zaïre (28), l'Égypte (16,8) et le Zimbabwe (13).

14. Quant aux minerais cuprifères, leur production a été assurée, pour une très large part (plus des 9/10), par la Zambie (696 mille tonnes métriques en 1982 contre 767 en 1978) et le Zaïre (respectivement 503 et 472,5 mille tonnes métriques en début et en fin de période). La Zambie a traité sur place la totalité de sa production pour en extraire du cuivre, tandis que le Zaïre a destiné en moyenne un peu plus de 6 pourcent de la sienne à l'exportation sauf en 1982 où l'ensemble de la production semble avoir été écoulee sur les marchés extérieurs.

15. De 1978 à 1982, la production de phosphates naturels était orientée à la baisse (0,7 à 7,3 pourcent) dans tous les pays de la région à l'exception de la Tunisie et de l'Égypte, qui ont enregistré des taux de croissance annuels moyens de 3,1 et 2,6 pourcent. Avec 17,8 millions de tonnes métriques en 1982 contre 19,8 en 1978, le Maroc est demeuré tout au long de la période sous revue le plus gros producteur de phosphates naturels dans la région, devançant largement la Tunisie (au second rang avec une production de 4,2 millions de tonnes métriques en 1982 contre 3,8 en 1978) et le Togo (troisième pays producteur avec respectivement 2 et 2,8 millions de tonnes en fin et en début de période). En moyenne, la Tunisie a transformé sur place 58 pourcent de sa production contre 19 au Maroc et 3 seulement au Togo.

16. Les séries statistiques disponibles montrent également qu'une part négligeable (moins de 1 pourcent de la production de minerais ferri-fères) a été traitée localement au Libéria et en Mauritanie, les deux plus gros producteurs de cette matière première tout au long de la période 1978-1982 (11,2 millions de tonnes métriques en 1978 contre 10,1 en 1982 pour le Libéria et, respectivement 4,6 et 4,3 millions de tonnes métriques pour la Mauritanie). Par contre l'Algérie, qui figurait au troisième rang avec 2,1 millions de tonnes métriques en 1982 et 1,5 en début de période, a transformé sur place 51 pourcent environ de sa production tandis que l'Égypte, quatrième pays producteur, a destiné quant à elle la totalité des minerais extraits de son sous-sol à l'industrie locale.

17. Enfin, la production de farine de froment a suffi à couvrir les besoins nationaux dans sept pays seulement (Côte d'Ivoire, Kenya, Maroc, Nigéria, Togo, Tunisie et Zambie) sur vingt-cinq. Entre 1979 et 1981, la consommation apparente annuelle moyenne de farine de froment a représenté 3,2 pourcent de la production au Maroc contre 3,4 au Nigéria, 94,1 en Tunisie et 95,2 au Kenya. Dans les cinq pays où l'on a enregistré les déficits les plus importants à savoir le Mozambique, le Congo, le Ghana, l'Angola et l'Algérie, la consommation a été 3 à 233 fois supérieure à la production (3 à 9 fois pour les quatre premiers pays et 233 pour le Mozambique).

2.2. Commerce de matières premières industrielles

18. De 1978 à 1983, les exportations totales de pétrole brut des pays africains membres de l'OPEP (Algérie, Gabon, Jamahiriya Arabe Libyenne et Nigéria) ont chuté d'un peu plus de la moitié, passant de 236,6 à 117,6 millions de tonnes métriques. Parallèlement, les exportations totales des deux plus gros pays producteurs de minerais ferri-fères (Libéria et Mauritanie) sont tombées, entre 1978 et 1982, de 17,8 millions à 16,2 millions de tonnes métriques, soit une baisse d'environ 9 pourcent. Par contre, les exportations totales de minerais cuprifères de la Zambie et du Botswana ont enregistré une progression de 15 pourcent durant la même période (48,1 et 55,3 millions de tonnes métriques), tandis que celles de phosphates naturels reculaient dans les quatre principaux pays producteurs (Maroc, Sénégal, Togo et Tunisie) de près de 25 pourcent (24,5 et 18,4 millions de tonnes métriques). Enfin, le Cameroun, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Swaziland ont exporté ensemble 553 mille mètres cubes de sciages en 1982 contre 551 mille mètres cubes en 1978 (0,4 pourcent d'augmentation).

19. Pour leur part, les importations de pétrole brut sont passées de 3,5 à 4,4 millions de tonnes métriques (plus de 30 pourcent de hausse) au Maroc (le plus gros importateur africain selon les statistiques disponibles), contre 2,4 à 1,9 millions au Kenya (21 pourcent de baisse) et 1,6 à 1,4 millions en Côte d'Ivoire (12,5 pourcent de baisse). En revanche, le volume total des importations de sciages de l'Algérie de l'Egypte et du Maroc s'est établi à 2,8 millions de mètres cubes en 1982 contre 1,6 en 1978 (43 pourcent de hausse).

3. Analyse de quelques indicateurs de base

3.1. Rapports des exportations à la production des matières premières industrielles (minerais ferri-fères et cuprifères et phosphates naturels)

20. Les données disponibles indiquent qu'un certain nombre de pays dont le Libéria, la Mauritanie, le Botswana et l'Algérie ont exporté entre 1978 et 1982 la quasi-totalité; sinon la totalité des minerais ferri-fères et cuprifères extraits de leur sous-sol. Par contre, des pays comme la Tunisie, le Zaïre et la Zambie ont vendu à l'Etranger une part très limitée de leur production de minerais, ferri-fères et cuprifères (7 à 8 pourcent en moyenne) ou transformé intégralement celle-ci au niveau local. En ce qui concerne les phosphates naturels, les quantités écoulées sur les marchés extérieurs ont représenté de 1978 à 1982 4 à 25 pourcent de la production en Egypte et 23 à 123 pourcent de celle-ci dans les autres pays producteurs (Algérie, Maroc, Sénégal et Tunisie).

3.2. Ratios entre les importations et la consommation locale de matières premières industrielles (pétrole brut et sciages)

21. Hormis les pays africains membres de l'OPEP et trois autres pays (Angola, Cameroun et Congo), les Etats de la région ont dépendu de l'extérieur pour leurs

leurs approvisionnements en pétrole brut. Pour l'immense majorité d'entre eux, la dépendance a été totale, deux Etats seulement (la Tunisie et le Zaïre) ayant été contraints d'importer 24 à 76 pourcent du pétrole brut consommé sur leur territoire.

22. S'agissant des sciages, l'Algérie, le Botswana, le Tchad, l'Egypte, la Jamahiriya Arabe Libyenne, le Maroc et la Tunisie ont dû recourir aux importations pour couvrir 75 pourcent au moins de leurs besoins nationaux.

3.3. Part de l'Afrique dans la production et le commerce mondiaux de matières premières industrielles

23. De 1970 à 1982, la part de l'Afrique dans la production mondiale de matières premières industrielles a évolué de la manière suivante : 22,4 à 22,8 pourcent pour les phosphates naturels, 19,9 à 9,8 pour les minerais cuprifères, 12,9 à 8,1 pour le pétrole brut, 7,5 à 4,1 pour les minerais ferrifères, 5,4 à 6,1 pour les peaux, 4,5 à 4,9 pour le sucre brut, et 3,3 à 4,9 pour la farine de froment. Pour les autres produits retenus dans le cadre de cette étude, à savoir le gaz naturel et les sciages, la contribution relative de la région à la production mondiale a varié entre 0,20 et 2,3 pourcent.

24. Quant aux importations, la part du continent africain a progressé de 1,1 à 2,6 pourcent pour le pétrole brut, de 0,1 à 0,7 pour les phosphates, et de 2,8 à 5 pourcent pour les sciages.

25. Enfin, la contribution relative de la région aux exportations mondiales de matières premières industrielles a évolué à l'intérieur des fourchettes ci-après : 44,3 à 44,7 pourcent pour les phosphates naturels, 24,4 à 12,9 pour le pétrole brut, 15,1 à 8,2 pour les minerais ferrifères, 3,7 à 5,8 pour le gaz naturel et 1,5 à 0,95 pour les sciages.

CONCLUSION

26. L'impression prévaut généralement que le Continent africain dispose d'importantes ressources en matières premières industrielles. Cependant, force est de constater que jusqu'à présent leur exportation à l'état brut a souvent pris le pas sur leur transformation, privant ainsi les pays producteurs de la majeure partie de la valeur ajoutée générée par le traitement des produits. C'est notamment le cas des phosphates naturels, des minerais ferrifères et du pétrole brut, matières premières industrielles revêtant une importance primordiale pour le processus du développement industriel mais dont la production continue d'être massivement écoulée sur des marchés extérieurs au Continent africain par l'Algérie, le Gabon, la Jamahiriya Arabe Libyenne, le Libéria, la Mauritanie, le Nigéria, la Tunisie et le Togo.

27. Par ailleurs, faute d'avoir su mettre en oeuvre une politique efficiente en matière de gestion et de promotion commerciale, l'Afrique a vu stagner ou fléchir graduellement sa part relative dans la production et le commerce mondiaux d'un nombre important de matières premières industrielles.

28. Pour tirer un meilleur parti de leurs ressources en matières premières industrielles les pays de la région devraient d'une part mettre davantage l'accent sur la première transformation des métaux au niveau local, la production de biens d'équipement et l'industrie chimique et, d'autre part, améliorer le degré d'ouvrison des denrées relevant des secteurs des minéraux non métalliques, des textiles, du bois, des cuirs et fourrures et du papier.

29. Incontestablement, de telles mesures contribueront à une relance décisive et durable des économies nationales qui, non seulement améliorera le niveau de vie des populations, mais créera également de nombreux emplois. La mise en place d'industries offrant un potentiel de "croissance élevé" pourrait en outre constituer un remède efficace au déséquilibre marqué de la balance commerciale de nombre de pays africains, dû en grande partie aux faiblesses structurelles de leur production manufacturière.